CAHIER DE CHARGES

## APPEL A LA CONCURRENCE N° : 03/2021/CHUTTA

**ACCOMPAGNEMENT ET FORMATION**

**\*LOT 1-PRESTATION DE STERILISATION**

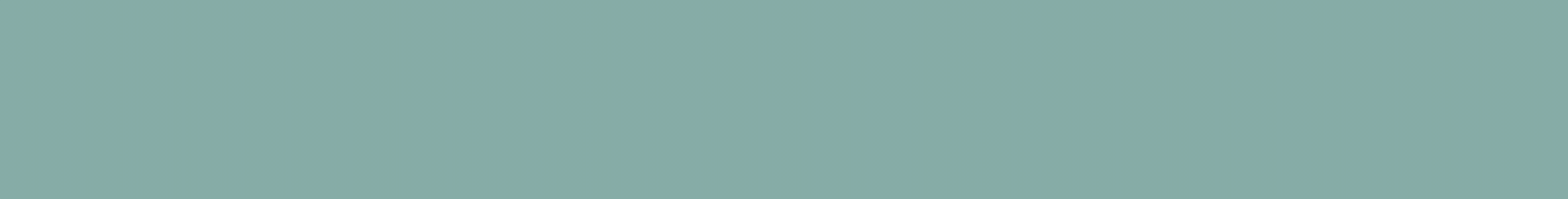
**\*LOT 2- GESTION DU BLOC OPERATOIRE**

**CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE**

**TANGER / TETOUAN / AL HOCEIMA**

**Royaume du Maroc Ministère de la Santé**

**Centre Hospitalo-Universitaire TTA**



**CONVENTION passé par appel à la concurrence**

**N°03/2021/CHUTTA**

*Convention passé par appel à la concurrence en application de l’annexe n°1 relatif au règlement des marchés duCHUTTA*

## Entre:

Le Centre Hospitalo-Universitaire TTA, représenté par son Directeur, Pr Mhamed HARIF : Maitre d’Ouvrage

**D'une Part,Et :**

Monsieur : …………………………………………………………………………………….…

Agissantau nom et pour le compte de: ……………Au capital de :

………………………

Faisant élection de domicile à : …………………………………………...………

Inscrit au registre de commerce de……………….….. - Sous le numéro ……………………

Affilié à la C.N.S.S. N° ………………………………….

Patente N° ………………………………………………………………………..

Titulaire d’un Compte Bancaire N°………………….Ouvert à

……………………………… **D'autre Part,**

## IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet :

\*lot 1 : l’accompagnement et la formation du personnel sur la prestation de la stérilisation Centre Hospitalo-Universitaire TTA

\*lot 2 : l’accompagnement et la formation du personnel sur la prestation de la gestion du bloc opératoire du Centre Hospitalo-Universitaire TTA.

**Article 2- Pièces constitutives de laConvention**

Les pièces constitutives de la Convention sont énumérées ci-après:

1. La présente convention;
2. Les bordereaux des Prix Détail-Estimatif ;
3. L’acte d’engagement;
4. Offre technique

**Article 3 - Validité de la convention**

La présente convention ne sera valable, définitive et exécutoire qu'après sa signature par l’autorité compétente et son visa par le Contrôleur d’État lorsque ledit visa est requis.

## Article 4- Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de 12 mois à compter du lendemain de la date de notification de l’ordre de service prescrivant le commencement de la prestation

Elle pourra être résiliée de plein droit par simple lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l’une ou l’autre des parties sous réserve du respect d’un préavis de 3 (trois) mois à compter de l’envoi de la lettre, le cachet de la Poste faisant foi.

## Article 5 – Modification de la convention

Il est convenu que les stipulations de la présente convention prennent effet à compter du lendemain de la date de notification de l’ordre de service prescrivant le commencement de la prestation.

Ces stipulations ne pourront être modifiées que par un avenant formalisé par écrit, signé par les deux parties et visé, le cas échéant, par le Contrôleur d’État du Centre.

## Article 6- Contenu et caractère des prix

Les prix sont fermes et non révisables, Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

En cas de baisse éventuelle des tarifs de communication, l’opérateur communiquera au CHU TTA lesdits tarifs et les appliquera automatiquement pour l’établissement de ses factures.

Les augmentations éventuelles des tarifs doivent faire l’objet d’un avis préalable adressé au CHU TTA et ne doivent pas être opérationnel qu’après avis favorable du CHU.

Les prix de la convention sont libellés en dirhams (DH) et Toutes Taxes Comprises (TTC).

**Article 7- Modalités de paiement**

Le paiement des sommes dues à la Société au titre de la présente Convention sera effectué sur présentation d’une facture.

Le délai maximal de payement est de 60 jours après la date de réception de la facture dûment acceptée conforme par l’Administration.

Après vérification et liquidation de la facture sur la base des pièces justificatives, le Centre procède au payement des sommes dues au titulaire. Le montant à payer est calculé par application des prix en vigueur aux quantités effectivement réceptionnées, en tenant compte le cas échéant de l’application des pénalités de retard et de la répercussion de la variation du taux de la TVA.

Le paiement se fait par ordre de virement après visa du trésorier payeur du CHU TTA.

## Article 8- Pénalités de retard

Lorsque le titulaire est dans l’incapacité d’assurer les services objet de cette convention, conformément aux normes en vigueur dans le secteur, ou à défaut d’avoir respecté les termes de la présente convention, une pénalité journalière est appliquée à son encontre. Cette pénalité est égale à une fraction de millième (1/1000) du montant de la convention.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Directeur du Centre qui déduit d’office le montant de ces pénalités de toutes les sommes dont il est redevable à l’opérateur.

Le montant des pénalités est plafonné à dix pour cent (10%) du montant de la convention tel que modifié par d’éventuels avenants.

Lorsque le plafond des pénalités susvisé est atteint, le Directeur du Centre est en droit de résilier la présente convention après mise en demeure préalable.

**ARTICLE 9 :ASSURANCES**

L’assurance des risques inhérents à l’objet de la présente convention doit être souscrite et gérée par une entreprise d’assurance agrée par le Ministère des Finances pour pratiquer l’assurance dudit risque.

Le titulaire du présent marché doit, avant de commencer lesdits travaux, justifier de la souscription d’une assurance garantissant les risques par la production des attestations d’assurance ou d’une note de couverture contractée auprès d’une ou plusieurs entreprises d’assurances.

Le titulaire devra pouvoir justifier d’une assurance en cours de validité, contractée auprès d’une compagnie agréée garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, pour dommages de toutes natures causés au tiers du fait d’accident ou d’incendie:

-Par son personnel salarié en activité de travail;**Article 10- Litiges**

La présente convention est établie dans un esprit de confiance et de coopération mutuelles ;

Les parties conviennent de régler à l’amiable tout différend pouvant être soulevé à l’occasion de l’interprétation ou l’exécution de la présente convention.

Si une telle tentative devait échouer, tout litige relatif à la validité, à l’interprétation ou à l’exécution de la présente convention sera porté devant le tribunal compétent en matière administrative de la ville de Tanger.

## Article 11- Droits de timbre et d’enregistrement

Le titulaire s’acquittera des droits de timbre et d’enregistrement auxquels donnera lieu la présente convention, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

**Article 12 – Consistance et Lieu d’exécution des prestations principales**

Le titulaire s’engage à réaliser les prestations suivantes, désignées dans le bordereau des prix en Annexe et selon les besoins du CHUTTA :

|  |  |
| --- | --- |
| N° lot | Actions |
| 1 | * Accompagnent à l’élaboration de la check-list et à la composition de la check-list : boite et gaine * Procédure de passivation des instruments * Accompagnement du CHUTTA à la certification à la norme ISO 13485 * Formation du personnel du CHUTTA |
| 2 | * Elaboration du manuel de procédure * Définition de circuit * Gestion des interfaces * 2 personnes dont un qualiticien * Formation du personnel dans la gestion du bloc opératoire |

## Article 13 – Obligations desParties

* Mise à disposition d’une connexion internet rapide (de type fibre) dédiée de type LAN to LAN, nécessaire à la bonne exploitation du logiciel de traçabilité;
* Création de toutes les check-lists des boites et instruments à utiliser avant le premier démarrage de l’activité au bloc opératoire et des services concernés;
* Communication dans un délai de quatre heures de toutes non-conformités signalées par les usagers (bloc ou service) au service de stérilisation;
* Signature des documents de réception et de livraison;
* Mise à disposition continue du planning du bloc opératoire au moins 24 heures à l’avance pour planification adéquate du travail de stérilisation ; sauf pour les casurgent.
* Validation des procédures de collaboration entre le bloc opératoire, les services et le service de stérilisation;
* Réalisation de la prédésinfection par le personnel du bloc et du lavage par les services médicaux selon les procédurespré-agrées.

**Article 14 - Exécution de laprestation**

Le titulaire s'engage à mener à bien la tâche précisée à l'Article premier conformément aux règles de l'art et de la meilleure manière et selon les procédures de travail validées par les deux parties.

Le titulaire s’engage à mettre en place tous les moyens nécessaires à la réalisation de la mission qui lui sera confiée. Cela dit, et compte tenu des obligations de chaque partie, le titulaire ne pourra être tenu responsable en cas de:

Le CHUTTA tiendra à la disposition du Prestataire toutes les informations pouvant contribuer à la bonne réalisation de l'objet du présent contrat. A cette fin, le CHUTTA désigne un interlocuteur privilégié, pour assurer le dialogue dans les diverses étapes des missions contractées.

## Article 15 – Incidents de transports et dommages aumatériel

Pendant le transport des articles, en dehors des locaux de stérilisation, et par le personnel n’appartenant pas au service de stérilisation, le prestataire et ses assureurs dégagent leur responsabilité à raison de perte ou des dommages subis par l’effet de toute cause.

## Article 16 – formation dupersonnel

Le titulaire est dans l’obligation de respect le plan de formation arrêté en commun accord entre les deux parties.

## Article 17 - Obligation deconfidentialité

Les deux parties s’engagent mutuellement à considérer comme strictement confidentiel, et s'interdisent de divulguer, toute information, document, donnée ou concept, dont ils pourront avoir connaissance à l'occasion du présent contrat. Pour l'application de la présente clause, les deux parties répondent de leurs salariés comme d’eux-mêmes. Les parties, toutefois, ne sauraient être tenues pour responsables d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'ils en avaient déjà connaissance antérieurement, à la date de signature du présent contrat, ou s'ils les obtenaient de tiers par des moyens légitimes.

## Article 18 – Force majeure

On entend par force majeure des événements de guerre déclarés ou non déclarés, de grève générale de travail, de maladies épidémiques, de pandémie, de mise en quarantaine, d'incendie, de crues exceptionnelles, d'accidents ou d'autres événements indépendants de la volonté des deux parties. Aucune des deux parties ne sera tenue responsable du retard constaté en raison des événements de force majeure.

En cas de force majeure, constatée par l'une des parties, celle-ci doit en informer l'autre partie par écrit dans un délai maximum de 15 jours. L'autre partie disposera de dix jours pour la constater. Les délais prévus pour la livraison seront automatiquement décalés en fonction de la durée de la forcemajeure.

## Article 19 : Prestations supplémentaires

Afin de permettre une meilleure collaboration avec les services clients, des prestations supplémentaires, au choix et en option, sont à prévoir. Elles seront incluses dans un bordereau des prix relatif aux prestations supplémentaires :

**ANNEXE 2 : BORDEREAU DES PRIX**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **lot** | **DESIGNATION** | **UNITE** | **Quantité** | **PU HT en chiffres en DH** | **Prix total HT en chiffres en DH** |
| 1 | * Accompagnent à l’élaboration de la check-list et à la composition de la check-list : boite et gaine * Procédure de passivation des instruments * Accompagnement du CHUTTA à la certification à la norme ISO 13485 * Formation du personnel du CHUTTA | FORFAIT | ENSEMBLE |  |  |
| 2222  2 | * Elaboration du manuel de procédure * Définition de circuit * Gestion des interfaces * 2 personnes dont un qualiticien * Formation du personnel dans la gestion du bloc opératoire | FORFAIT | ENSEMBLE |  |  |
| TOTAL HT | | | | |  |
| MONTANT TVA (..%) | | | | |  |
| TOTAL TTC | | | | |  |

# ANNEXE 3 : PROCEDURES DE TRAVAIL

Royaume du Maroc Ministère de la Santé

اﻟﻤﻤﻠﻜﺔ اﻟﻤﻐﺮﺑﯿﺔ وزارة اﻟﺼﺤﺔ

**ANNEXE 4 : FORMULAIRES DE TRAVAIL**

**ANNEXE 5 : DECLARATION DE NON CONFORMITES**